Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 39 (2002)
Heft: 1500

Rubrik: Humeur

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Le dur réveil des pays de l'Est

Tout institut universitaire qui se respecte édite revue, cahier ou recueil d'articles. Dans le domaine des sciences sociales, les gros ouvrages contenant les publications de nombreux auteurs sont sans doute rarement lus hors de leur milieu d'origine. La dernière publication des cahiers de l'IUED (Institut universitaire d'études du développement) qui réunit diverses contributions sous le titre *Du socialisme à l'économie de marché* est parfaitement lisible pour le non-spécialiste. Elle est d'une qualité équivalente aux articles du *Monde diplomatique*.

Après dix ans de transition vers l'économie de marché pour les anciens pays du bloc de l'Est, un premier bilan peut être établi. Pour la Russie, par exemple, il est désastreux. En l'an 2000, le PIB a baissé de 45% depuis 1990, le pouvoir d'achat a diminué de 50% pendant la même période et le taux officiel de pauvreté atteint 38%. Après sept ans de transition vers l'économie de marché, les anciens pays d'Europe centrale et orientale (PECO) ont perdu en moyenne un tiers de leur PNB. Ce n'est qu'en 1998 qu'une reprise économique a été signalée.

Cette transition est un phénomène historique unique. Disons simplement qu'à vouloir aller trop vite, on finit sans doute par ne plus rien maîtriser

Curieusement, les explications données relèvent rarement d'une approche véritablement analytique, mais le plus souvent d'une conception quasiment morale: l'économie planifiée à la soviétique représente le mal, donc le châtiment est inévitable. L'ouvrage de l'IUED a le mérite d'apporter des explications plus articulées.

Tout d'abord le marché des pays de l'Est était une économie de l'offre. Le consommateur n'avait pas le choix. Le marché capitaliste est davantage orienté vers la demande et l'ouverture. Le passage de l'un à l'autre est avant tout un problème de culture, d'orientation générale de l'éducation dans des sociétés qui fonctionnaient de manière totalement fermée. La destruction brutale du COMECOM et des mécanismes de coordination est jugée aujourd'hui sévèrement par les experts.

Même si cette organisation visait avant tout à satisfaire les besoins de l'ex-URSS et servait à organiser une gigantesque production d'armement, il était sans doute possible de l'utiliser pour éviter un arrêt total des flux économiques entre ces pays, ce qui s'est effectivement produit.

Enfin les économistes ont cru que le terrain vierge des PECO allait permettre d'appliquer de manière «pure» la théorie économique classique.

La vision idéaliste de la concurrence s'est vite fracassée sur la réalité de l'emprise des mafias locales et de l'absence de compétitivité face à l'occident. La sous-estimation du facteur humain et des données institutionnelles sont la principale leçon qui doit être tirée de cette transition vers le capitalisme. Une économie de marché ne peut fonctionner que si la culture des individus est en phase avec ce modèle d'organisation. Les sociétés communistes produisaient la soumission, la débrouillardise et le non respect des valeurs morales, autant dire des caractéristiques opposées au bon fonctionnement du marché. Et l'absence d'institutions régulatrices, de réseau bancaire efficace et d'un système juridique adéquat a suscité la loi de la jungle.

Ces leçons sont-elles utiles aujourd'hui? Sans doute pas. Cette transition est un phénomène historique unique. Disons simplement qu'à vouloir aller trop vite, on finit sans doute par ne plus rien maîtriser. *jg*

Du socialisme à l'économie de marché, sous la direction d'Andras November, PUF, 2001.

Humeur

Pseudo élections, pseudo événement

En Suisse, les élections au Parlement fédéral obéissent à un rythme quadriennal. Dans l'intervalle, les députés se consacrent à leur mandat sans crainte de se voir confronter au suffrage populaire: chez nous, pas de motion de censure ni de dissolution qui provoquerait des élections anticipées. Dès lors, sonder à mi-législature les intentions de vote des citoyennes et des citoyens ne présente guère d'intérêt.

Qu'importe. Cette stabilité n'empêche pas certains médias de jouer dans le registre de la politique-fiction, histoire d'animer une actualité trop morne à leur goût. Le dernier sondage commandé par la *Sonntagszeitung* pour combler le déficit événementiel de fin d'année relève de ce jeu. A la question «A quel parti irait votre voix si les élections au Conseil national avaient lieu aujourd'hui?», le millier de personnes interrogées propulse en tête l'UDC, suivie des socialistes, ces deux formations enregistrant une progression significative par rapport à leur représentation actuelle.

Si la nouvelle a pu faire les gros titres, elle ne surprend pourtant pas. En effet, c'est une constante de ce genre d'exercice de favoriser les extrêmes de l'éventail politique. Le sondage n'a qu'un lointain rapport avec l'élection. Le premier n'engage à rien, contrairement au bulletin glissé dans l'urne. Aussi lors des élections suivantes, le souverain corrige très régulièrement vers le centre l'opinion qu'il a émise «pour beurre» lors des sondages. *jd*